

GEN 4 REDEVANCES D'AERODROME/D'HELISTATION ET DE SERVICES DE NAVIGATION AERIENNE*CHARGES FOR AERODROMES/HELIPORTS AND AIR NAVIGATION SERVICES***GEN 4.1 REDEVANCES D'AERODROME/D'HELISTATION**
*AERODROME/HELIPORT CHARGES***4.1.1 CLASSEMENT DES AERODROMES****4.1.1 AERODROMES CLASSIFICATION**

AERODROMES OUVERTS A LA CAP AERODROMES OPEN TO PUBLIC AIR TRAFFIC	
INTERNATIONAL	
Aéroports d'Etat / <i>State airports</i> : TAHITI Faa'a * - Aéroport régulier (seul aéroport douanier) / <i>Scheduled airport (only customs airport)</i>	
DOMESTIQUE / <i>DOMESTIC</i>	
←	Aéroports de la Polynésie française confiés en mandat de gestion à ADT (Aéroport De Tahiti) / <i>French Polynesia airports granted to ADT (Aéroport De Tahiti)</i> : BORA BORA Motu Mute RAIATEA Uturoa RANGIROA
←	
←	
←	Aéroports de la Polynésie française / <i>Airports of French Polynesia</i> : AHE, ANAA, ARATIKA NORD, ARUTUA, FAAITE, FAKAHINA, FAKARAVA, FANGATAU, HAO, HIKUERU, HUAHINE Fare, KATIU, KAUEHI, KAUKURA, MAKEMO, MANIHI, MATAIVA, MAUPITI, MOOREA Temae, NAPUKA, NIAU, NUKU HIVA, NUKUTAVAKE, PUKA PUKA, PUKARUA, RAIVAVAE, RAROI, REAO, RIMATARA, RURUTU, TAKAPOTO, TAKAROA, TAKUME, TATAKOTO, TIKEHAU, TOTELEGIE, TUBUAI, TUREIA, VAHITAHU.
AERODROMES AGREES A USAGE RESTREINT AERODROMES LICENSED WITH RESTRICTED USE	
Aérodromes de la Polynésie française / <i>French Polynesia aerodromes</i> : APATAKI, HIVA OA, UA HUKA, UA POU, TUPAI	
←	Aérodromes privés / <i>Private aerodromes</i> : TETIAROA

* L'aéroport de TAHITI Faa'a a fait l'objet d'une concession d'outillage public à ADT (Aéroport De Tahiti)
TAHITI Faa'a airport has been the subject of a public equipment granting to ADT (Aéroport De Tahiti)
 B.P 60161 - 98702 FAAA CENTRE - TEL (689) 40 86 60 61.

4.1.2 REDEVANCES D'AERODROME

Sur les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, les services publics aéroportuaires, qui sont les services rendus aux exploitants d'aéronefs et à leurs prestataires de service à l'occasion de l'usage de terrains, d'infrastructures, d'installations, de locaux et d'équipements aéroportuaires fournis par l'exploitant d'aérodrome, dans la mesure où cet usage est directement nécessaire, sur l'aérodrome, à l'exploitation des aéronefs ou à celle d'un service de transport aérien, donnent lieu à la perception de redevances.

Pour les aérodromes relevant de la compétence de l'Etat, les redevances sont fixées et recouvrées par l'exploitant de l'aérodrome, qui assure la publication de leurs tarifs. Il en est généralement de même pour les autres aérodromes. En cas de non paiement des redevances aéroportuaires, l'exploitant de l'aérodrome peut requérir la saisie conservatoire d'un aéronef exploité par le redevable ou lui appartenant. Une consultation des usagers est engagée avant l'entrée en vigueur de nouvelles conditions tarifaires et ce, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Pour les aérodromes dont le trafic annuel moyen des trois dernières années a dépassé 100 000 passagers, les redevances comprennent notamment :

- la redevance d'atterrissage, correspondant à l'usage, par les aéronefs de plus de six tonnes, des infrastructures et équipements aéroportuaires nécessaires à l'atterrissage, au décollage, à la circulation au sol, ainsi que, le cas échéant, à des services complémentaires ; les tarifs de cette redevance sont fonction de la masse maximale certifiée au décollage de l'aéronef;

- la redevance de stationnement, correspondant à l'usage, par les aéronefs de plus de six tonnes, des infrastructures et équipements de stationnement, ainsi que, le cas échéant, à des services complémentaires ; les tarifs de cette redevance sont fonction de la durée du stationnement, des caractéristiques de l'aéronef et, le cas échéant, de celles de l'aire de stationnement ;

- la redevance par passager, correspondant à l'usage des installations aménagées pour la réception des passagers et du public, ainsi que, le cas échéant, à des services complémentaires. L'assiette de cette redevance est le nombre de passagers embarqués. Sur un même aérodrome, le tarif applicable à une même catégorie de passagers est identique pour toutes les aérogares. Toutefois, pour les aérogares mises en service après le 1er août 2005, des tarifs différenciés pourront être fixés en fonction des coûts d'investissement et d'exploitation afférents à ces aérogares et de la qualité de service ;

- la redevance pour usage des installations fixes de distribution de carburants d'aviation ; l'assiette de cette redevance, qui est due par les exploitants de ces installations, est le volume de carburant distribué.

Des redevances accessoires peuvent être instaurées pour d'autres services. Les conditions tarifaires des redevances accessoires peuvent être fixées par contrat quand elles correspondent à des services de nature particulière qui ne sont rendus qu'à certains usagers.

Pour les aérodromes de moins de 100 000 passagers, la structuration des redevances est libre.

Tout tarif des redevances peut être demandé auprès de l'exploitant de l'aérodrome.

4.1.2 AIRPORT FEES

On aerodromes open to public air traffic, the airport public services giving rise to payment of fees shall be the services rendered to aircraft operators and their service providers in the context of the use of airport land, infrastructure, facilities, premises and equipment provided by the aerodrome operator insofar as such use is directly necessary, on the aerodrome, to the operation of aircraft or of an air transportation service.

For aerodromes belonging to the State, fee rates shall be set and recovered by the aerodrome operator, who is responsible for tariff publication. The same applies to other aerodromes. In case of non-payment of airport fees, the aerodrome operator is allowed to require the seizure of any aircraft operated by or belonging to the debtor. A consultation of users shall be initiated before the effective date of the new rate conditions according to the effective requirements.

For aerodromes whose average annual traffic has exceeded 100,000 passengers for the last three years, fees include in particular:

- a landing fee corresponding to the use by aircraft greater than six tonnes of airport infrastructure and equipment necessary for the landing, taking-off and taxiing, as well as additional services, such as lighting, flight information and visual assistance; the rates for such a fee are based on the certified maximum take-off weight of the aircraft;

- a parking fee corresponding to the use by aircraft greater than six tonnes of parking infrastructure and equipment, as well as, if necessary, additional services; the rates for this fee are based on the parking duration, the aircraft features and the parking area features, if any;

- a passenger fee corresponding to the use of facilities designed to receive passengers and the public, as well as additional services, if any. The basis of this fee is the number of departing passengers. On the same aerodrome, the price applicable to the same category of passengers is identical for all terminals. However, for terminals put into service after August 1st, 2005, differentiated tariffs may be set according to the investment and operating costs relating to such terminals and the quality of services;

- a fee for use of fixed facilities for the distribution of aircraft fuel; the basis of this fee, payable by operators of these facilities, is the volume of distributed fuel.

Ancillary fees may be set for other services. The pricing conditions for ancillary fees may be set pursuant to an agreement when they correspond to services of a specific nature that are rendered to some users only.

For aerodromes servicing less than 100,000 passengers, the fee structuring is left to the aerodrome.

Airport fees and charges are available from the aerodrome operator.

4.1.3 PAIEMENT DES REDEVANCES

Les redevances d'atterrissage, de balisage, de stationnement, de passagers doivent être payées par l'exploitant de l'aéronef avant que l'aéronef ne quitte l'aéroport.

Les usagers réguliers de l'aéroport et les entreprises de transport aérien qui ont leur siège en France ou en Polynésie française ou représentés par une entreprise française, présentant ou fournissant des garanties suffisantes peuvent obtenir de la Direction de l'aéroport, l'autorisation de s'acquitter des redevances sur présentation de la facture mensuelle de l'aéroport.

Le délai de paiement est de 45 jours et le règlement doit être effectué en francs Pacifique.

Les exploitants d'aéronefs pouvant prétendre à des réductions de redevances doivent annoncer et motiver leur demande immédiatement après l'atterrissage.

4.1.4 REDEVANCES PERÇUES SUR LES AEROPORTS DE TAHITI, RAIATEA, BORA BORA, RANGIROA (Tarif 2010)

Sur les aéroports de TAHITI Faa'a, RAIATEA, BORA BORA et RANGIROA, les redevances perçues pour l'atterrissage, le stationnement et le balisage, les redevances concernant la réception des passagers et des marchandises, les redevances perçues pour les installations de distribution de carburant, la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne (RSTCA), sont réglementées.

Leurs conditions d'établissement et de perception sont déterminées dans le code des transports métropolitain pour les dispositions applicables en Polynésie Française et par arrêté ministériel.

Les tarifs pour Tahiti Faa'a à l'exclusion de la RSTCA, sont fixés par l'exploitant de l'aérodrome après avis de la Commission consultative économique. Ils prennent effet après décision d'homologation de la Direction générale de l'aviation Civile.

Tous les tarifs sont exprimés hors taxes. Les tarifs des parties a, b, c, d, e, et f sont disponibles sur le site internet d'ADT.

Le taux unitaire servant à la facturation de la RSTCA est fixé par arrêté du 23 décembre 2009.

4.1.3 PAYMENT OF THE CHARGES

The charges for landing, lighting aids, parking and passengers must be paid by the aircraft operator before the aircraft leaves the airport.

Regular users of the airport and airlines whose head offices are in France or in French Polynesia or who are represented by a French company, presenting or supplying adequate guarantees, may obtain from the airport management authorisation to settle the charges on presentation of a monthly invoice by the airport.

Payment is to be made within 45 days and the settlement must be in Pacific francs.

Aircraft operators wishing to claim reductions in their charges must declare and give a reason for their request immediately after landing.

4.1.4 CHARGES LEVIED AT THE AIRPORTS OF TAHITI, RAIATEA, BORA BORA, RANGIROA (2010 Fare)

At the airports of TAHITI Faa'a, RAIATEA, BORA BORA and RANGIROA, the charges levied for landing, parking and lighting aids, the charges concerned with the reception of passengers and freight, the charges levied for the refuelling installations and the charge for air traffic terminal services (RSTCA) are regulated.

The conditions governing their definition and collection are determined by French regulation effective in French Polynesia and local Ministry Order.

The fares for Tahiti Faa'a Intern, with the exception of the RSTCA, are fixed by the aerodrome operator, taking into account the comments of the economic consultative committee. They take effect after they have been approved by the Civil Aviation Authority

All fares are specified exclusive of tax. The fares of parts a, b, c, d, e and f are available on the ADT website.

The individual rate for the invoicing of the RSTCA is fixed by the order of December 23rd 2009.

REDEVANCES / FEES	TAHITI FAA'A	BORA BORA	RAIATEA	RANGIROA
Atterrissage / Landing Fees	X	X	X	X
Balisage / Lighting Aids	X	X	X	X
Stationnement / Parking Fees	X	X	X	X
Passagers / Passengers Fees	X	X	X	X
Marchandises / Freight Fees	X			
Carburants / Fuel Dues	X	X		
RSTCA	X			

a) REDEVANCE ATERRISSAGE :

a) LANDING FEES:

←

←
←
←
←
←

←

←
←
←
←
←
←

←
←

←
←
←
←
←

b) REDEVANCE DE BALISAGE

b) LIGHTING AIDS FEES

←
←

c) REDEVANCE DE STATIONNEMENT

c) PARKING FEES

←
←
←
←
←
←
←
←
←
←
←
←
←

d) REDEVANCE PASSAGERS

d) PASSENGERS FEES

←
←
←
←
←
←
←
←

4.1.5 REDEVANCES PERÇUES SUR LES AERODROMES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Sur les aérodromes appartenant à la Polynésie française, les modalités d'établissement, de perception, ainsi que le taux des redevances d'aéroport sont réglementés par arrêté du Président de la Polynésie française.

Tous les tarifs sont exprimés hors taxes.

Selon l'arrêté N° 1249 CM du 21/08/12.

4.1.5 CHARGES LEVIED ON THE AERODROMES OF FRENCH POLYNESIA

On the aerodromes belonging to French Polynesia, the procedures for the determination, collection and the rates of the airport charges are governed by an order of the President of French Polynesia.

All fares are specified exclusive of tax.

In accordance with order NR 1249 CM dated 21 august 2012.

Index	AERODROMES	REDEVANCES / FEES		
		ATTERRISSAGES / LANDING	PASSAGERS / PASSENGERS	BALISAGE / LIGHTING
1	AHE	X	X	
2	ANAA	X	X	
3	APATAKI	X	X	
4	ARATIKA NORD	X	X	
5	ARUTUA	X	X	
6	FAAITE	X	X	
7	FAKAHINA	X	X	
8	FAKARAVA	X	X	X
9	FANGATAU	X	X	
10	HAO	X	X	X
11	HIKUERU	X	X	
12	HIVA OA	X	X	
13	HUAHINE	X	X	X
14	KATIU	X	X	
15	KAUEHI	X	X	
16	KAUKURA	X	X	
17	MAKEMO	X	X	
18	MANIHI	X	X	
19	MATAIVA	X	X	
20	MAUPITI	X	X	
21	MOOREA	X	X	X
22	NAPUKA	X	X	
23	NIAU	X	X	
24	NUKU HIVA	X	X	X
25	NUKUTAVAKE	X	X	
26	PUKA PUKA	X	X	
27	PUKARUA	X	X	
28	RAIVAVAE	X	X	X
29	RAROIA	X	X	
30	REAO	X	X	
31	RIMATARA	X	X	
32	RURUTU	X	X	X
33	TAKAPOTO	X	X	
34	TAKAROA	X	X	
35	TAKUME	X	X	
36	TATAKOTO	X	X	
37	TIKEHAU	X	X	
38	TOTELEGIE	X	X	
39	TUBUAI	X	X	X
40	TUREIA	X	X	
41	UA HUKA	X	X	
42	UA POU	X	X	
43	VAHI TAHI	X	X	

X : Aérodromes soumis à redevance dès promulgation de l'arrêté
: Redevance passagers due dès l'ouverture de l'aérogare

X: Aerodromes subject to charge starting from decree issue
#: Passengers charge payable starting from the terminal opening

4.1.5.1 REDEVANCES PERÇUES SUR LES AERODROMES DE HUAHINE ET MOOREA**a) REDEVANCE D'ATERRISSAGE**

Le calcul est effectué d'après la masse maximale au décollage (MMD) porté sur le certificat de navigabilité. La redevance est exprimée en francs Pacifique (FCFP), un franc Pacifique étant égal à 0,00838 euro.

MMD jusqu'à 2 tonnes / up to 2 tons	241	FCFP
MMD de 3 tonnes à 6 tonnes / from 3 to 6 tons	241 + 120 x (MMD-2)	FCFP
MMD de 7 tonnes à 25 tonnes / from 7 to 25 tons	721 + 261 x (MMD-6)	FCFP
MMD de 26 à 75 tonnes / from 26 to 75 tons	5 680 + 655 x (MMD-25)	FCFP
MMD plus de 75 tonnes / more than 75 tons	38 430 + 818 x (MMD-75)	FCFP

b) REDEVANCE DE BALISAGE

Catégorie 3 / Category 3	742	FCFP
--------------------------	-----	------

c) REDEVANCE PASSAGERS

Au départ de Moorea : 162 FCFP

Au départ de Huahine : 216 FCFP

4.1.5.2 REDEVANCES PERÇUES SUR TOUS LES AERODROMES APPARTENANT A LA POLYNESIE FRANÇAISE SAUF HUAHINE ET MOOREA**a) REDEVANCE D'ATERRISSAGE**

MMD jusqu'à 2 tonnes / up to 2 tons	165	FCFP
MMD de 3 tonnes à 6 tonnes / from 3 to 6 tons	165 + 83 x (MMD-2)	FCFP
MMD de 7 tonnes à 25 tonnes / from 7 to 25 tons	497 + 180 x (MMD-6)	FCFP
MMD de 26 à 75 tonnes / from 26 to 75 tons	3 917 + 450 x (MMD-25)	FCFP

b) REDEVANCE DE BALISAGE

Catégorie 3 / Category 3	689	FCFP
--------------------------	-----	------

c) REDEVANCE PASSAGERS

Au départ de ces aérodromes : 149 FCFP

4.1.6 TAXE D'AEROPORT

Comme pour les autres territoires français du Pacifique (notamment la Nouvelle-Calédonie), la Polynésie française est une collectivité d'outre-mer placée sous le régime de l'autonomie fiscale. Le code général des impôts français n'y est en principe pas applicable, sauf disposition expresse contraire et à condition que la taxe couvre des missions ressortant exclusivement de l'Etat.

C'est ainsi que ni la taxe de l'aviation civile, ni la taxe de solidarité sur les billets d'avion ne sont perçues sur la Polynésie française.

En revanche, par disposition expresse de l'article 1609 quaterdecies du code général des impôts, la Polynésie française est dans le champ d'application territorial de la taxe d'aéroport et sa majoration, compte tenu de certaines spécificités.

Conformément aux dispositions de l'article 1609 quaterdecies du code général des impôts, la taxe d'aéroport est perçue au profit des personnes publiques ou privées exploitant des aérodromes ou groupements d'aérodromes dont le trafic embarqué ou débarqué s'élève, au cours de la dernière année civile connue à plus de 1000 unités de trafic (UDT : 1 UDT est égale à un passager ou 100 kilogrammes de fret ou de courrier).

Le produit de cette taxe est reversé à l'exploitant pour chacun des aérodromes dont il a la charge, pour le financement des missions que le législateur lui a confiées en matière de sécurité-incendie-sauvetage, de lutte contre le péril animalier, de sûreté et des mesures effectuées dans le cadre des contrôles environnementaux.

La taxe est due par les entreprises de transport aérien et est assise sur le nombre de passagers et la masse de fret et de courrier embarqués par l'entreprise sur l'aérodrome considéré. Sont exclus de cette assiette :

- les personnels dont la présence à bord est directement liée au vol considéré, notamment les membres de l'équipage assurant le vol, les agents de sûreté ou de police, les accompagnateurs de fret,
- les enfants de moins de deux ans,

4.1.5.1 CHARGES LEVIED AT THE AERODROMES OF HUAHINE AND MOOREA**a) LANDING FEES**

The calculation is to be based on the maximum take-off weight (MTOW) shown on the airworthiness certificate. The charge is to be expressed in Pacific francs (FCFP), one Pacific franc being equal to 0, 00838 euro.

b) LIGHTING AIDS FEES**c) PASSENGERS FEES**

On departure from Moorea: 162 FCFP

On departure from Huahine: 216 FCFP

4.1.5.2 CHARGES LEVIED AT THE AERODROMES OF FRENCH POLYNESIA EXCEPT HUAHINE AND MOOREA**a) LANDING FEES****b) LIGHTING AIDS FEES****c) PASSENGERS FEES**

On departure from these aerodromes: 149 FCFP

4.1.6 AIRPORT TAX

As are other French territories in the Pacific (in particular New Caledonia), French Polynesia is an overseas territory with an autonomous tax regime. In principle, the French General Tax Code does not apply there, unless there is an express provision to the contrary and on condition that the tax covers missions that fall within the exclusive remit of the State.

Thus neither civil aviation tax nor the solidarity tax on air tickets is collected in French Polynesia.

On the other hand, under an express provision in Article 1609 quaterdecies of the French General Tax Code, French Polynesia is a territory with specific features that bring it within the geographical scope of airport tax and its surcharge.

In accordance with the provisions of article 1609 quaterdecies of the Internal revenue code, the airport tax is collected on behalf of public or private entities operating aerodromes for which the boarded or unboarded traffic amounts, during the last known civil year, to more than, 1,000 traffic units (UDT: 1 UDT equals one passenger or 100 kilograms of cargo or mail).

The income from this tax is paid to the operator for each of the airports for which it is responsible, to finance the general-interest missions assigned to it by the legislator. The missions relate to security, firefighting and rescue, countering wildlife hazards, safety, and measures in relation to environmental controls.

The tax is due by the air transport companies and is based on the number of passengers and the weight of cargo and mail boarded by the company on the aerodrome considered. The followers are however excluded from the tax basis:

- personnels whose presence on board is directly related with the flight considered, more specially crew members, security or police agents, cargo escorts,
- children under 2 years old,

- les passagers en transit direct, du fret ou du courrier effectuant un arrêt momentané sur l'aéroport et repartant par le même aéronef avec un numéro de vol au départ identique au numéro de vol de l'aéronef à bord duquel ils sont arrivés,

- les passagers, du fret ou du courrier reprenant leur vol après un atterrissage forcé en raisons d'incidents techniques, de conditions atmosphériques défavorables ou de tout autre cas de force majeure.

Cette taxe est exigible pour chaque vol commercial. Sont exclues de ces opérations, les vols locaux (ceux dont les points de départ et d'arrivée sont identiques et dont la distance est inférieure à 40 km) et les évacuations sanitaires d'urgence.

Le tarif par passager de la taxe d'aéroport fait l'objet d'une majoration fixée, dans la limite de 1.25 €, par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'aviation civile. A compter du 1er avril 2018, le tarif de la majoration de la taxe d'aéroport applicable sur les aérodromes des classes 1, 2 et 3 est fixée à 0,90 €.

La taxe et sa majoration ne s'appliquent pas aux passagers, fret et courrier embarqués dans les vols intérieurs à la Polynésie française.

↳

↳

Les entreprises de transport aérien déclarent au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois ou le trimestre au cours duquel elles ont embarqué les passagers et le fret ou le courrier sur des vols effectués au départ de la Polynésie française. Cette déclaration, accompagnée du paiement de la taxe due, est adressée au comptable public du budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » géré par la direction générale de l'aviation civile.

- direct transit passengers, cargo or mail performing a temporary stop on the airport and re-flying the same aircraft with a departure flight number identical to the flight number of the aircraft on arrival,

- passengers, cargo or mail resuming the flight after a forced stop due to technical incidents, adverse weather conditions or any other force majeure.

This tax is payable for each commercial flight. No tax is payable on local flights (those with the same departure and arrival points and a length of less than 40 km) or on emergency medical evacuations.

Under a joint Order from the French Budget Minister and the French Minister of Civil Aviation, the charge per passenger for airport tax is subject to a fixed surcharge of a maximum of 1.25 €. Since 1 April 2018, the airport-tax surcharge applicable to Class 1, 2 and 3 airports has been 0.90 €.

The tax and its surcharge do not apply to boarded passengers, freight and mail on flights internal to French Polynesia.

The airlines declare the tax at the latest on the last day of the month following the month or quarter in which they boarded the passengers, freight and mail on flights departing from French Polynesia. This return, together with payment of the tax due, is sent to the Public Accountant for the Annexed Budget "Air Control and Operation", managed by the French Civil Aviation Authority (Direction Générale de l'Aviation Civile).